

# La mobilisation contre la chasse aux chômeurs

**Yves Martens,**  
animateur du  
Collectif  
Solidarité  
Contre  
l'Exclusion ;  
19 juin 2004.

(1) voir numéro  
précédent du  
journal, page  
7.

(2) Avec une  
grosse  
délégation  
d'ECOLO, qui  
a adhéré à la  
plate-forme.

(3) voir page 9.

(4) voir  
réactions des  
partis page 15.

Plate-forme chômage



## 1. Informer et mobiliser

Les lecteurs attentifs de la déclaration gouvernementale se sont rendu compte dès juillet 2003 des attaques qui se préparaient contre les chômeurs. Parmi ces observateurs, Arnaud Lismond a très tôt réagi et fait circuler plusieurs courriels de sensibilisation. En décembre 2003, il a proposé au Collectif Solidarité Contre l'Exclusion de lancer la mobilisation, afin que le projet soit retiré avant juillet, moment prévu pour sa mise en oeuvre.

Dès janvier 2004, vous avez pu lire dans nos pages un article sur le sujet : « Ensemble, défendre le droit au chômage ». Dans la foulée, nous avons organisé un débat sur ce projet porté par le ministre Vandembroucke, le 17 février 2004. Titre choisi : « Juillet 2004 : ouverture de la chasse aux chômeurs ? »<sup>1</sup>.

## 2. Naissance et organisation de la plate-forme

A l'issue du débat, il paraissait évident que l'on pouvait retirer le point d'interrogation. L'étape suivante fut d'inviter à la constitution d'une plate-forme contre ce projet. Rendez-vous fut pris pour le 3 mars.

Un groupe de rédaction a été chargé de travailler sur le texte de l'appel à une plate-forme contre le projet de chasse aux chômeurs et pour la Sécu et la création de vrais emplois pour tous. Ensuite, le texte a été soumis à pétition (tant auprès des personnes individuelles que des associations et organisations). Le site Internet <[www.stopchasseauxchomeurs.be](http://www.stopchasseauxchomeurs.be)> a été conçu afin de réunir les différentes informations pertinentes et de permettre les signatures en ligne. Il est régulièrement mis à jour. Vous pouvez également y trouver toute une série d'analyses publiées sur la question.

Le samedi 20 mars, nous avons profité d'une grande journée de manifestations (le matin à Ostende pour la défense des droits sociaux, l'après-midi à Bruxelles contre la guerre) pour diffuser notre tract.

Toute cette mobilisation a été rendue possible par la collaboration des premières organisations signataires : des photocopies ont été réalisées dans de nombreuses associations mem-

bres de la plate-forme, trois de celles-ci ont financé la réalisation d'un auto-collant « Stop à la chasse aux chômeurs ». La CSC nous a réservé des places de car pour aller à Ostende et a apporté d'autres soutiens logistiques, la FGTB a soutenu activement le comité liégeois de la plate-forme... Plusieurs dessinateurs nous ont aussi offert un dessin, paru en illustration d'un article sur le sujet. Du côté politique, ECOLO a rejoint la plate-forme dès la première heure et fait depuis lors de nombreuses interpellations au niveau parlementaire.

La place nous manque ici pour vous détailler la mobilisation : un dossier complet sur l'action de la plate-forme a été réalisé, vous pouvez le commander (voir ci-contre).

## 3. Mai 2004 : la plate-forme fait parler d'elle

Le 1er mai a été une date marquante :

- **A Liège**, les membres de la plate-forme ont réussi à donner une visibilité importante à leurs revendications et ils ont récolté plus de 1.500 signatures, dont celles de plusieurs personnalités du PS !

- **A Bruxelles**, la Marche contre le projet de chasse aux chômeurs a réuni quelque 450 personnes<sup>2</sup> (selon la police !), ce qui, pour une première mobilisation et étant donné les autres événements du jour, était une belle réussite ! Après des prises de parole devant la Bourse, nous avons rejoint les festivités de la FGTB place Rouppe en marquant 2 arrêts symboliques : devant la FEB dont les volontés sont traduites quasi in extenso dans le projet Vandembroucke et devant le PS qui a approuvé ces mesures iniques. Une délégation de la plate-forme avait également manifesté le matin même devant le Botanique où le PS bruxellois était réuni. Superchômeur en personne était présent pour accueillir les participants !

- **Le meeting du 28 mai** : notre meeting a réuni un peu plus de 200 personnes à l'ULB. La qualité et la diversité des orateurs ont montré à quel point ce sujet concernait et inquiétait beaucoup d'acteurs des mondes social, politique, syndical et associatif<sup>3</sup>.

Les réponses du PS et du MR à notre proposition de loi<sup>4</sup> ont été lues à la tribune et soulevé bien des réactions dans la salle.

Evelyne Huytebroeck, secrétaire fédérale d'ECOLO, était présente au meeting et est donc intervenue pour réaffirmer le soutien de son parti à la plate-forme. La réponse du CDH ne nous est parvenue que dix jours après le meeting...

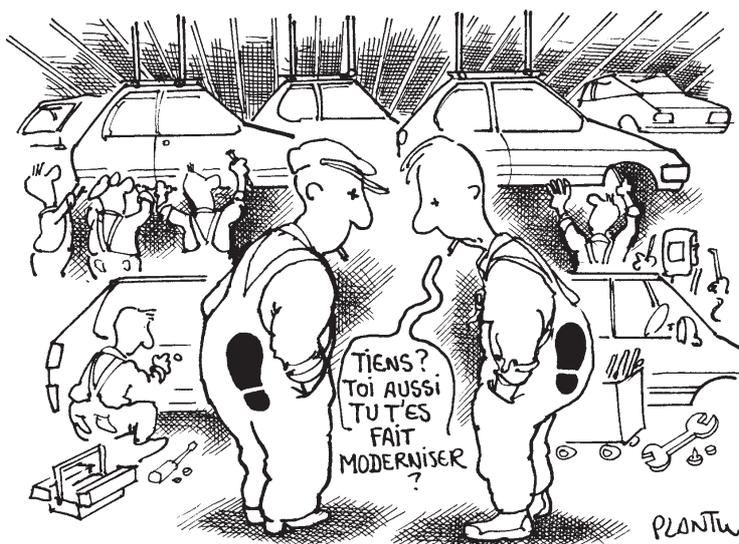
#### 4. En juin, toujours sur le terrain

Le 5 juin, nous nous sommes associés à la manifestation contre la directive Bolkestein et pour une Europe sociale. Même si cette directive ne concerne pas directement les mesures prises contre les chômeurs, elle s'inscrit dans la même logique européenne de dérégulation (les néolibéraux disent modernisation) du marché de l'emploi. L'AG de la plate-forme avait décidé de profiter de cette manifestation pour interpellier une nouvelle fois le PS et le gouvernement.

Aux côtés des TSE de la CSC et de leur banderole « *C'est l'emploi qui est indisponible, pas les chômeurs !* », nous avons brandi notre propre banderole juste devant la tribune. Dans le cortège, il se fait que les socialistes flamands (SP.A) précédaient les francophones. Nous avons alors décidé de nous mettre devant leur délégation, en brandissant notre banderole face à eux. Immédiatement, nous les avons sentis très mal à l'aise. Bert Anciaux, le ministre fédéral des Transports, est sorti du cortège pour nous demander de nous en aller ! Nous n'avons pas bronché bien entendu ! Et soudain, surprise, la délégation du SP.A s'est mise à bouger : ils ont fait demi-tour pour aller se placer derrière le PS ! Ce recul n'était bien sûr que symbolique, mais la symbolique compte, surtout dans une manifestation ! Ce jour-là, nous avons été vus une fois de plus à la TV et des photos de la banderole et de Superchômeur ont illustré l'événement dans la presse les jours suivants.

#### 5. A suivre !

A ce jour, la pétition a recueilli près de 15.000 signatures individuelles (dont plus de 10.000 viennent du très efficace comité liégeois) et une centaine d'organisations ont adhéré à la plate-forme<sup>5</sup>. L'effort d'information vers les publics concernés continue. Nous avons notamment eu deux passages sur l'une des fréquences arabes de Bruxelles, la radio El Wafa. Une



Plantu : Bonne année pour tous / 1985

occasion de toucher et de sensibiliser leurs auditeurs.

Un grand défi nous attend maintenant : étendre le mouvement à la Flandre. C'est un enjeu essentiel car le projet est ressenti très différemment dans les différentes régions, ce qui correspond aussi bien entendu à des réalités très disparates sur le terrain. Le site Internet en néerlandais est à son tour opérationnel et les premières adhésions arrivent. Citons Attac Vlaanderen & Brussel, Het Forum Sociaal voor het Werk et Groen ! (les écologistes flamands, ex-Agalev).

(5) voir  
Dossier op cit.

Le dossier « **Combattons le chômage, pas les chômeurs** » (50 pages) a été publié le 28 mai 2004, à l'occasion du meeting organisé par la plate-forme.

Il est toujours disponible au prix de 3 euros (2 euros + frais d'envoi) - commandes groupées sur demande auprès de notre secrétariat : 02-218.09.90 ou <info@asbl-csce.be>

##### Au sommaire :

- plusieurs articles d'analyse sur le projet Vandebroucke ;
- les actions de la plate-forme ;
- les organisations signataires ;
- la proposition de loi ;
- une revue de presse des articles récents sur le sujet (Le Soir, Politique, La Capitale, Syndicats) ;
- des extraits des interpellations parlementaires sur la question ;
- un dossier sur le chômage en Europe ;
- la présentation de la proposition de la CNE en matière de réduction du temps de travail.



Pour conclure, nous dirons que la mobilisation a profité jusqu'ici de l'actualité sociale et politique (1<sup>er</sup> mai et élections du 13 juin). De manière générale, nous n'avons cessé d'adapter le tract aux évolutions de la situation tout en restant fermes sur le principe fondateur de notre mouvement : exiger le retrait pur et simple de ce projet sans nous laisser séduire par les sirènes des soi-disant améliorations/aménagements...

L'un des grands succès de la plate-forme, c'est

d'avoir progressivement réussi à obtenir des adhésions syndicales et à faire participer les organisations représentatives à nos actions.

Le 30 juin (veille de l'ouverture de la chasse aux chômeurs !), soutenue par plusieurs sections syndicales, la plate-forme compte manifester devant les bureaux de l'ONEM des villes de Bruxelles, Liège et La Louvière. Une étape avant une mobilisation que nous espérons forte à la rentrée.

## Les droits sociaux dans l'Europe élargie

Une cassette vidéo réalisée par Canal Marches

Durée : 40 mn / VHS

Prix 13 euros (port compris).

Pour les commandes, vous pouvez vous adresser au secrétariat du Collectif Solidarité contre l'exclusion.



Un document vidéo issu de la Conférence internationale organisée à Bruxelles en mars dernier par le réseau des **Marches Européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions.**

Avec des extraits d'entretiens avec des chômeurs et des syndicalistes de France, d'Espagne, de Pologne, de Finlande, de Hollande, de Belgique, d'Allemagne, etc., des interventions de la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme), de l'ENU (Union européenne des sans emploi) et des images de luttes dans différents pays. Un moyen dynamique pour ouvrir des débats sur les enjeux sociaux de la construction européenne.